

Communiqué

33^{ème} réunion du Conseil de coordination du programme de l'ONUSIDA

La Délégation des ONG a fait plusieurs interventions durant cette réunion du Conseil de coordination du Programme (CCP). Parmi les différentes questions, nous avons mis l'accent sur le besoin de poursuivre l'engagement mondial pour mettre fin au Sida, tout en assurant que le VIH demeure un point prioritaire des nouveaux objectifs de développement durable à réaliser d'ici 2030. Nous avons réitéré le besoin de décrire ce processus en mouvement vers l'accès universel, la prévention, le traitement, les soins et la prise en charge.



Nous avons également fait référence aux crises qui ont suivi les nouvelles lois passées dans de nombreux pays accentuant la stigmatisation des populations clés vulnérables, en réduisant leur accès aux services de prévention, de traitement, de soins et de prise en charge. Nous reconnaissons que selon les définitions en vigueur, ces crises ne font partie de l'urgence humanitaire nationale dans ces pays. Cependant, nous demandons à l'ONUSIDA d'inclure dans sa gestion des risques un plan visant à traiter les crises politiques et sociales qui impactent l'offre des services de prévention et de soins aux personnes exposées aux risques du VIH, les personnes vivant avec le VIH ou des sous-ensembles de ces populations.

Au niveau du leadership VIH, et en réponse à la présentation de Sir Andrew Witty, le PDG de GSK, nous avons conclu que « les fruits de la science, travail humain, devraient être, notamment en matière de santé, disponibles à toute l'humanité et non juste une minorité selecte. Si l'innovation et le leadership nécessitent le développement d'un nouveau paradigme pour atteindre cet objectif, faisons-le ! »

Nous avons déploré la restriction de l'espace de la société civile dans de nombreux pays. Nous avons notamment soulevé la question du modèle de partenariat actuellement dominant qui « réduit les acteurs de la société civile à des sous-traitants et des partenaires de mise en œuvre, anéantissant l'espace de discussion des politiques sur des approches alternatives. En résultat, les programmes de plaidoyer, de droits humains et civiques reçoivent de moins en moins d'attention et de ressources. »

Dans le contexte du Rapport de performance, nous avons demandé au Secrétariat de préparer un document de séance pour la 35^{ème} réunion du CCP sur les actions concrètes pour traiter et mettre en œuvre les points de décision en relation avec la société civile précédemment approuvés par le Conseil de coordination du Programme.



Nous avons également célébré la décision de l'Assemblée générale des Nations Unies de tenir une Réunion de haut niveau sur le Sida en 2016. C'est une idée qui a été formulée par la société civile et lancée par la Délégation lors de la dernière réunion du CCP. Entre la décision du CCP et la décision finale des Nations Unies, la Délégation des ONG et la société civile ont fait la promotion de la réunion de haut niveau à l'échelle mondiale. Nous voyons cette décision des Nations Unies comme une importante réalisation de la société civile.

La Délégation des ONG a fait ses adieux à l'un de ses membres, Joel Nana, représentant d'AMSHeR (African Men for Sexual Health and Rights). Nous lui souhaitons beaucoup de réussite dans sa nouvelle sa carrière! AMSHeR pourrait proposer un représentant jusqu'à la fin du mandat en décembre 2014. En tout état de cause, ce représentant pourrait aussi occuper le siège africain à la Délégation pendant deux ans à compter de janvier 2015 dans le cadre de la campagne de recrutement de la Délégation.



Le travail de la Délégation se déroule principalement entre les réunions du CCP plutôt qu'au sein du CCP même. Dans les six mois avenir et jusqu'au prochain CCP, la Délégation continuera à faire le suivi de la mise en œuvre des points de décision et autres questions d'actualité, y compris le partenariat ONUSIDA/Fonds mondial, à préparer les points de décision pour décembre concernant la session relative à la protection sociale du CCP, et à améliorer la communication avec nos partenaires, représentants des Etats membres et coparrainants. Enfin, l'activité principale sera de préparer le prochain Rapport sur la propriété intellectuelle.

Nous nous réjouissons d'avoir six mois de travail actif.

Les observateurs de la société civile présents à la 34ème réunion du CCP ont fait des interventions et déclarations cruciales sur différents points de l'ordre du jour de la réunion et du segment thématique, affirmant et complétant les déclarations de la Délégation. Les messages véhiculés incluent des appels à renforcer l'engagement des jeunes, promouvoir l'égalité dans la riposte au VIH, et institutionnaliser les mesures de protection sociale pour les groupes les plus marginalisés et populations clés. Les interventions faites par la Délégation des ONG peuvent être trouvées [ici](#); les interventions des observateurs de la société civile, [cliquer ici](#).



Rapport du Directeur exécutif – Bryan Teixeira, Europe



La Délégation des ONG a salué le Directeur exécutif, qui dans son rapport insiste sur la nécessité d'être plus audacieux et de ne pas avoir peur de demander et d'attendre un engagement mondial pour mettre fin au Sida.

La Délégation des ONG a approuvé le Directeur exécutif quant à l'objectif de mettre fin au Sida qui ne doit pas être un simple slogan, une ambition de rhétorique, ou un facteur de bien être. Nous avons besoin de traiter les questions difficiles. La Délégation a notamment appelé les Etats membres et coparrainants à soutenir explicitement, à travers le système des Nations Unies, les espaces pour discuter librement les questions de droits de la santé sexuelle et reproductive, d'éducation sexuelle pour les jeunes et les adolescents. Ceci est une clé pour réduire à long-terme la stigmatisation et assurer l'autonomisation des femmes et

des filles. Il est pourtant de plus en plus difficile de le faire lorsque des voix conservatrices s'élèvent, que des pays lourdement affectés par le VIH mettent en place des lois punitives accentuant la stigmatisation et la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, l'identité genre et la séropositivité.

Les ressources inadéquates seront une question prioritaire et un défi de taille pour mettre fin au Sida. La Délégation a noté le besoin de traiter la question des déterminants sociaux du VIH et de la santé. Pour cela, nous avons proposé que le programme commun de l'ONUSIDA, en respectant l'ordre du jour élaboré lors du Sommet de l'ONUSIDA/Banque mondiale en janvier dernier, conduise de façon innovante vers la mobilisation des ressources pour le VIH. Cet effort devra inclure la promotion d'une fiscalité progressive, l'engagement des marchés financiers, y compris à travers les taxes sur les transactions financières.



Rapport du président du Comité des organismes coparrainants

- Dasha Ocheret, Europe

En réponse au rapport de la présidence du Comité des organismes coparrainants, prononcé par le Directeur exécutif de l'ONU DC Yuri Fedotov, la Délégation a décidé d'attirer l'attention du Conseil sur le faible engagement du Programme commun et des coparrainants dans la manière de gérer les situations de crise qui dissuadent l'accès à la prévention et au traitement des populations clés dans différentes régions du monde. De telles crises peuvent être portées par différents facteurs tels que les conflits armés, les crises économiques, l'adoption d'une législation punitive, etc. En résultat, les individus des populations clés tels que les professionnels du sexe, les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les transgenres et les usagers de drogues sont affectés de manière disproportionnée et peuvent difficilement obtenir les services d'une protection sociale, de prévention de base et de traitement.

Les crises en Crimée et à l'Est de l'Ukraine, mentionnées dans le rapport du Directeur exécutif et soulevées par le premier ministre délégué de l'Ukraine dans son intervention, sont une barrière à l'accès au traitement VIH et thérapie de substitution d'opioïde par la méthadone et la Buprenorphine, d'une importance vitale, pour des centaines de personnes vivant avec le VIH et usagers de drogues. Les ruptures de stock à la fois des traitements ARV et de drogues de substitution, rendent l'accès et l'adhérence au traitement VIH problématiques. Des douzaines de décès ont déjà été enregistrés, et d'autres suivront si les coparrainants n'interviennent pas.



La promulgation d'une loi anti-homosexualité en Ouganda a conduit à la fermeture de cliniques fournissant des services aux hommes ayant des rapports sexuels avec les hommes, à l'arrestation et au harcèlement de personnes perçues comme faisant partie de cette communauté.

La Délégation des ONG trouve que les coparrainants sont insuffisamment engagés pour trouver des solutions à ces situations inacceptables, et a insisté sur la nécessité de développer et d'adopter des plans d'urgence au Programme commun pour prévenir et anticiper ces crises.

Leadership dans la riposte au SIDA – John Rock, l'Asie et le Pacifique



Sir Andrew Witty, le PDG de GlaxoSmithKline (GSK), importante entreprise pharmaceutique, devait intervenir sur le leadership et l'innovation dans la riposte au SIDA à la 33^{ème} réunion du CCP en décembre 2013. La Délégation des ONG avait alors écrit à Michel Sidibe, Directeur exécutif de l'ONUSIDA, pour exprimer son désaccord avec ce choix qu'elle considérait non approprié. Au final, Sir Adrew Witty n'a pu atterrir en raison de conditions climatiques défavorables, et son intervention a

du être reportée au premier jour de la 34^{ème} réunion du CCP, cette fois avec Subhanu Saxena, PDG de Cipla, plus grand fabriquant de génériques en Inde.

Sir Andrew a pris la parole sur l'innovation mais malheureusement les exemples cités ne concernaient pas le VIH. Il a parlé de généralités, des systèmes de livraison et des vaccins mais n'a fait aucune révélation quant à un nouveau médicament. Il pense que l'accès à des médicaments abordables sur un marché est différent d'une partie à l'autre du monde. Il a déclaré que GSK serait prête à engager la discussion. Il a déclaré aussi que les plus riches devraient payer plus pour leurs médicaments, et que pour GSK, la tarification n'était pas la question principale, mais plutôt le retour sur investissement.



L'intervention de Saxena était plus stimulante. Il a parlé d'engagement vis à vis des patients plutôt que de retour sur investissement. Il a fait référence aux meilleurs combinaisons qui existent avec le moins d'effets secondaires, y compris pour les formules pédiatriques. Il a soulevé la question de l'adhérence aux ARV avec 50% d'abandon du traitement après 3 ans dans certaines parties de l'Afrique. L'objectif principal doit être de tirer le meilleur de ce que nous avons déjà. Cipla continuera à s'opposer aux brevets, et à développer des partenariats à long terme, tels que ceux déjà établis en Afrique.

Après les présentations, la Délégation a rencontré Witty et Saxena. Ayant d'autres engagements, Saxena n'a pu répondre que rapidement à quelques questions. De son côté, Sir Andrew a rejoint la Délégation pour la pause de l'après midi. Il a réitéré l'argument du volume du prix (il ne s'agit pas simplement de prix mais de possibilité de retour sur investissement, particulièrement dans un contexte où la mise des produits sur le marché coûte cher- un vieil argument pour lequel l'industrie pharmaceutique ne s'est jamais préparée à fournir de chiffres !) Il a également dit qu'il ne favorisait pas les licences obligatoires sans y être opposé pour autant et que GSK n'a pas fait de lobbying pour les ADPIC+ dans les ALE. La Délégation a souligné que ces clauses sont aujourd'hui une réalité à laquelle il fallait faire face, que GSK en ait fait la promotion ou non.



A la question de la Délégation sur la possibilité de converger les divergences de visions quant à l'obtention de médicaments abordables répondant aux besoins des différentes parties, Sir Andrew pense que c'est possible, et a réaffirmé la volonté de GSK à s'asseoir avec les autres parties prenantes pour en discuter la faisabilité, en se basant sur un petit groupe de pays similaires comme test. La Délégation, et la division de mobilisation de la communauté de l'ONUSIDA feront le suivi de cette question avec lui.

Mise à jour de la riposte au Sida dans le développement de l'agenda post 2015

- Alessandra Nilo, Amérique Latine et les Caraïbes

La Délégation des ONG a salué l'ONUSIDA pour les améliorations apportées à l'élaboration de l'agenda post 2015. Nous voyons une approche plus stratégique liant le VIH au développement, et l'ONUSIDA a fourni une analyse plus réaliste des défis actuels. Cependant, nous avons exprimé nos préoccupations, notamment concernant le débat sur les objectifs du développement durable dans lequel le VIH n'a pas reçu l'attention nécessaire et nos questions clés sur le VIH, les droits sexuels, l'éducation sexuelle, et l'identité genre n'ont pas été intégrées dans les résultats en raison d'une présence accrue de forces conservatrices au sein des Nations Unies.

Nous demeurons préoccupés par le fait que les fonds pour le VIH n'augmentent pas et nous avons demandé aux membres du CCP à travers les objectifs de développement durable d'engager des ressources pour des solutions durables et pérennes. Les données montrent que les ressources nationales, notamment dans les pays qui font face à des taux de pauvreté extrême élevés, ne sont pas suffisantes pour financer les déterminants sociaux du Sida. Nous avons appelé à l'adoption de systèmes de fiscalité progressive et de taxes sur les transactions financières dans le monde, comme mesure réglementaire et génératrice de revenus systémiques, pour un développement durable intégrant le VIH.

Finalement, en plus de se concentrer sur la santé, l'éducation, les droits de la santé sexuelle et reproductive et les domaines de genre, nous avons demandé à l'ONUSIDA de s'engager dans le débat sur le partenariat ciblé. Un grand nombre de partenariats pour le développement de médicaments essentiels par exemple, ne sont pas transparents, n'ont pas de participation sociale, et sapent la pérennité des systèmes de santé. Nous avons recommandé que les objectifs de développement durable incluent une cible qui promeut les partenariats entre les Nations Unies, les gouvernements et la société civile à tous les niveaux, avec des indicateurs pour mesurer les



environnements juridiques favorables au travail de la société civile pour la mise en œuvre de ressources notamment en matière de plaidoyer.

La réunion de haut niveau sur le VIH en 2016 a été approuvée!!!

- Alessandra Nilo, Amérique Latine et les Caraïbes



La riposte au Sida est vraiment unique en raison de l'engagement significatif des personnes vivant avec le VIH et les défenseurs de la cause. L'approbation de la réunion de haut niveau sur le VIH en 2016 est un indicateur de l'importance accordée à cette question. L'idée a été lancée par la Délégation des ONG lors d'une réunion du CCP. Elle a finalement été intégrée dans les points de décision de la 33^{ème} réunion du CCP, et soutenue par plus de 400 ONG et réseaux dans le monde.

Après cela, les groupes de la société civile ont travaillé sans relâche pour promouvoir l'idée au niveau des Nations Unies à New York, et des gouvernements clés au niveau national, amenant la thématique aux niveaux des discussions stratégiques multilatérales. Nous sommes reconnaissants du soutien de l'ONUSIDA et des Etats membres et nous sommes heureux d'avoir aujourd'hui une plateforme spécifique pour faire le suivi de la Déclaration VIH 2011 et ses objectifs. Cela signifie que nous allons avoir un autre espace formel aux Nations Unies pour continuer à demander une approche fondée sur les droits humains pour la période post 2015. Sans respect des droits de l'homme, le modèle de développement post 2015 n'est pas viable. La Délégation ONG du CCP se réjouit de pouvoir s'impliquer dès que possible dans la préparation de la réunion de haut niveau 2016 et vous tiendra informé.

Suivi du segment thématique de la 33^{ème} réunion du CCP: VIH, Adolescents et jeunes – Dasha Ocheret, Europe



Le segment thématique de la précédente réunion (33^{ème} CCP) a été dédié à la jeunesse, les questions spécifiques auxquelles les jeunes font face, la stigmatisation et la discrimination en relation avec

l'accès aux services de prévention et de traitement VIH, et leur inclusion active en tant que parties prenantes clés dans les processus de prise de décision à tous les niveaux. L'engagement de la jeunesse des populations clés en tant qu'intervenants du Segment thématique, l'ouverture et la franchise avec laquelle ils ont abordé les questions et la créativité des solutions proposées, ont véritablement enrichi les discussions et nourri la réflexion du Conseil. Pour plus de détails, vous êtes invités à consulter le rapport en [cliquant ici](#).

Cependant, les points de décision adoptés par le CCP lors de la 34ème réunion ne précisent pas tous les domaines de priorité dans lesquels le Programme commun et les organismes coparrainants doivent investir leurs efforts pour améliorer la situation des adolescents et des jeunes. Par exemple, les populations clés ne sont même pas mentionnées dans les points de décision.

Concernant le suivi du segment thématique sur la jeunesse, la Délégation des ONG a partagé ses préoccupations quant à l'absence de parole sur les populations clés, et a souligné la nécessité, pour le leadership du Programme commun, d'impliquer les jeunes des populations clés dans la prise de décision à tous les niveaux. Par ailleurs, la Délégation a réitéré l'importance du soutien technique et politique de l'ONUSIDA aux pays dans l'élaboration de programmes de prévention et de traitement répondant à leurs besoins spécifiques.

Le fait que le Conseil exclut les populations clés dans les points de décision actuels ne doit pas diminuer le soutien à ces populations, expriment les membres de la Délégation. Et d'ajouter que l'engagement de l'ONUSIDA à soutenir la participation des jeunes des populations clés à la prise de décision d'une part et les programmes de droits de santé sexuelle et reproductive pour les jeunes d'autre part devront rester audacieux au-delà des murs des Nations-Unies.

ONUSIDA 2012-2015 Le cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités Examen à mi-parcours – Laurel Sprague, Amérique du Nord

Concernant la révision à mi-parcours de l'UBRAF (Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités), la Délégation a noté que la discussion des problèmes à ce jour dans la réponse mondiale a été franche, notamment sur l'échec des activités de proximité et de soutien adéquat en direction des populations clés et des femmes enceintes. La Délégation a appelé l'ONUSIDA et les coparrainants à réfléchir de manière plus large aux barrières systémiques à l'accès, telles que les violations des droits humains, le traitement discriminatoire et dégradant dans la société, et le manque de justice économique.



La Délégation a également fait une nouvelle proposition: appelant le secrétariat de l'ONUSIDA à réaliser une évaluation des financements requis pour mobiliser pleinement les ressources de la société civile dans notre plaidoyer VIH et le travail du programme. Cette proposition a été discutée avec les Etats membres et le secrétariat durant les pré-réunions et les conférences parallèles à travers les réunions du CCP. Les deux groupes ont été d'un grand soutien. En résultat, le secrétariat a donné son accord pour travailler avec la Délégation afin d'assurer un modèle de financement ONUSIDA intégrant la société civile, nécessaire pour faire face à l'épidémie.

Rapport de performance– Laurel Sprague, Amérique du Nord

Le rapport sur l'engagement avec la société civile a été le meilleur que nous ayons vu à ce jour intégrant des données financières sur le soutien du secrétariat et des coparrainants pour la société civile qui a exprimé son appréciation, toutefois avec des réserves à partager ces informations mettant en cause l'exactitude des systèmes financiers désignés pour faire le suivi de ces financements.



Les délégués continuent à travailler avec le groupe de travail d'engagement de la société civile (CEWG), dans le cadre du sous groupe dédié, pour créer des indicateurs sur l'engagement de la société civile. Une fois approuvés, ces indicateurs constitueront la base pour le rapport annuel du CCP. Durant le CCP, la Délégation a annoncé l'engagement d'un soutien technique du groupe de travail sur les indicateurs MERG. Lors d'une réunion parallèle avec le CEWG, la Délégation a souligné un processus proposé pour le développement d'indicateurs fiables, utiles, et testés sur le terrain. Nous espérons que ce processus soit adopté avec quelques modifications par le groupe.

La Délégation a formulé un point de décision critique pour le suivi et la reddition des comptes sur l'engagement de la société civile au Programme commun. Il s'agit, pour la prochaine réunion du CCP, d'avoir un rapport sur tous les points de décision précédents en relation avec la société civile et les actions concrètes pour assurer leur mise en œuvre. Le point de décision a été négocié avec les Etats membres et adopté avec l'engagement de présenter ces informations dans un document de séance intégré à l'ordre du jour de la 35^{ème} réunion du CCP.

Rapport financier – Charles King, Amérique du Nord



Durant cette session, la Délégation a été témoin d'une surprise. Nous avons préparé un point de décision demandant une présentation sur les dépenses de l'ONUSIDA en matière d'objectifs et activités stratégiques. Malheureusement aucun Etat membre parmi nos alliés habituels n'a voulu soulever le point et nous avons pensé le soulever par nous-mêmes. Lors du précédent CCP, cette question a été source de conflit entre les Etats membres qui ne soutiennent pas l'engagement de la société civile. Nous avons été satisfaits d'apprendre par la suite que le groupe africain, présidé par le Zimbabwe a introduit un point de décision similaire. Le point de décision a non seulement été approuvé, mais le président de la séance l'a présenté comme officiellement soulevé par le Zimbabwe et la Délégation des ONG. Un précédent inattendu ouvrant la voie à de meilleures relations entre la Délégation des ONG et le groupe africain, acteur majeur pour mettre fin au Sida, d'autant plus que le Zimbabwe présidera le prochain CCP en 2015.

Les derniers bouleversements en Crimée et en Ukraine de l'Est, ont bloqué l'accès à la thérapie de substitution aux opiacés pour des centaines d'usagers de drogues ou de nombreux individus n'ont plus accès aux ARV. Par ailleurs, les activités de plaidoyer pour les droits des LGBT dans les Caraïbes ont connu un retournement de situation notable. Jusque là, le Secrétariat et les coparrainants répondaient à ces situations de crise sur une base ad hoc, ce qui laisse la société civile souvent confuse. Nous pensons que cela est valable pour d'autres parties prenantes aussi. C'est pourquoi nous pensons qu'en introduisant la question de gestion de risques, le programme commun devrait développer des plans d'urgence, organiser des formations et effectuer des évaluations régulières de ces plans et de leur mise en œuvre. Notre suggestion a bien été accueillie par le Secrétariat. Nous

ferons le suivi de la question avec le Secrétariat pour nous assurer de la mise en œuvre de ces plans d'urgence.

Mise à jour de la gestion stratégique des ressources humaines

- John Rock, l'Asie et le Pacifique

Le rapport a détaillé les chiffres concernant le déploiement de plus de personnel sur le terrain à Genève. La société civile a exprimé différentes préoccupations quant à la réussite de cette stratégie et son efficacité sur le terrain. La Délégation a choisi une intervention diplomatique et a préféré ne pas suggérer de point de décision à ce sujet pour éviter d'être contre productif. L'intervention a mentionné les préoccupations sur l'équilibre entre les bureaux des pays et les bureaux régionaux, et la nécessité de développer de nouvelles compétences pour le personnel opérant sur le terrain, dans l'espoir d'être plus efficaces aux niveaux national et régional. L'intervention a souligné qu'il serait important d'avoir un rapport sur l'efficacité du redéploiement, pour mieux comprendre comment l'évaluation est réalisée.



Segment thématique: Traiter les moteurs économiques et sociaux du VIH à travers la protection sociale – Charles King, Amérique du Nord



Le segment thématique de la 34^{ème} réunion du CCP a traité de la question « des moteurs sociaux et économiques du VIH à travers la protection sociale ». Cette thématique a été proposée par la Délégation des ONG en partenariat avec l'équipe de travail interinstitutions sur la protection sociale, les soins et la prise en charge. En préparation du CCP, la Délégation a été très impliquée dans la rédaction du document de séance ([cliquer ici](#)). Elle a également sollicité des études de cas, et formulé des recommandations aux intervenants. A la fin de la journée, mécontents du processus, la société civile en

particulier les personnes vivant avec le VIH et le Sida, ont partagé des histoires poignantes. Maureen Owino du Canada, directeur du Comité pour l'accessibilité au traitement VIH, a présenté la perspective des immigrés qui s'organisent pour soutenir d'autres immigrés ; Penninah Wanjiku Mwangi a raconté la création d'un programme de soutien et d'autonomisation des hôtesses de bar au Kenya ; Derrick Kafuka Malumo, un ancien prisonnier a créé le projet de réinsertion des prisonniers en Zambie ; Svitlana Moroz a présenté Club Svitanok et la situation des usagers de drogues d'injection en Ukraine ; Charles King, délégué d'une ONG nord américaine, a fait une intervention sur les refuges dédiés aux usagers de drogues à New York City ; et Khartini Slamah, délégué d'une ONG de l'Asie et du Pacifique, a fait une intervention puissante sur l'importance de l'inclusion des transgenres et des professionnels du sexe dans la conceptualisation, le développement et la mise en œuvre des programmes qui servent ces communautés.





Pour cette thématique, la Délégation des ONG a énoncé des objectifs clairs. Cette thématique est la première à agir sur les moteurs sociaux et doit être placée au centre de la riposte mondiale au VIH. Nous pensons que le dialogue doit dépasser le droit juridique pour intégrer le contexte économique et social. Nous avons également appelé au développement d'un agenda de recherche rigoureux, et surtout souligné l'importance du rôle central des personnes vivant avec le VIH et le Sida dans le développement et la mise en œuvre de programmes pour traiter les moteurs sociaux. Nous rédigeons d'ores et déjà des points de décision importants sur cette thématique pour la 35^{ème} réunion du CCP en décembre 2014.

Intervention thématique sur le transfert monétaire et les moteurs sociaux – Alessandra Nilo, Amérique Latine et les Caraïbes



La Délégation des ONG soutient avec force l'effort d'une action sur les moteurs sociaux placée au centre de la riposte mondiale au Sida. Nous espérons continuer à élargir le dialogue concernant une réforme juridique au sein du CCP, reconnaissant que les dispositions juridiques sont essentielles pour assurer les droits humains des personnes vivant avec le VIH ou affectées par le VIH-mais les environnements juridiques sont, à eux seuls, insuffisants : à ce point de l'histoire du Sida, il est important de se concentrer sur les systèmes sociaux et économiques qui, dans leurs modèles actuels, bloquent les réformes juridiques

nécessaires alignées avec les principes d'égalité, de liberté et de justice sociale pour tous.

Nous avons déclaré que la pauvreté n'est pas limitée par les frontières ou des «classifications pays » et qu'elle est aujourd'hui partout : à la fois dans les pays développés et les pays en développement. Nous avons également rappelé les Etats membres et les coparrainants que la pauvreté n'est pas équitable et que ces personnes qui sont stigmatisées, telles que les populations VIH clés, sont celles qui sont économiquement disproportionnellement vulnérables. Par conséquent, sans attention particulière à ces groupes, nous craignons qu'ils ne soient laissés pour compte une fois de plus, même dans ces efforts qui cherchent à transformer la vulnérabilité économique en autonomisation. Nous avons exprimé que « l'inégalité à ce stade de l'histoire est insultante. Les transferts monétaires, les réformes juridiques, les taxes sur les transactions financières, la fiscalité progressive, et autres initiatives similaires doivent faire partie d'une approche transformative qui nous mène, dans les années post 2015, à une époque de véritable démocratie économique ».

Intervention thématique, Mettre fin au Sida: Personne n'est laissé pour compte – Laurel Sprague, Amérique du Nord

La Délégation a insisté sur le fait que la protection sociale n'est pas un nouveau concept. Elle fait partie du cadre existant pour les droits économiques, sociaux, et culturels qui sont absolument nécessaires pour une réponse adéquate à l'épidémie. Pour être fidèles à notre agenda des droits humains, nous devons donner une attention égale aux droits civils et politiques et aux droits économiques, sociaux et culturels.

Nous avons souligné l'importance du travail des réseaux des professionnels du sexe, transgenres, immigrants, et prisonniers- chacun comme point focal du troisième panel thématique- pour traiter des disparités sociales qu'ils



affrontent. Nous avons ensuite appelé à l'attention aux indigènes- un groupe non inclus, malgré les efforts continus de la Délégation et du groupe de travail international des indigènes sur le VIH et le Sida (IIWGHA). Les indigènes sont disproportionnellement affectés par le VIH et ont une espérance de vie, une éducation et une qualité de vie inférieures à la fois dans les pays à revenus élevés et bas, et pourtant ils sont constamment ignorés dans la riposte nationale et internationale au VIH. Nous avons demandé leur intégration dès aujourd'hui dans tous les efforts pour répondre à l'épidémie du VIH.

Intervention thématique sur l'inclusion de la communauté – Khartini Slamah, l'Asie et le Pacifique



Dans cette intervention, Khartini Slamah du réseau des professionnels du sexe de l'Asie et du Pacifique, a commencé par féliciter l'Uruguay pour son programme de proximité en faveur de la communauté des transgenres. Proclamant haut et fort qu'elle-même est une personne transgenre venant d'un milieu de professionnel du sexe, aujourd'hui assise autour de la table avec des délégués distingués des Etats membres, Khartini a souligné la valeur ajoutée d'engager les communautés les plus touchées à chaque étape de la riposte au VIH. Elle a demandé que les transgenres soient acceptés comme citoyens à part entière dans tous les pays ayant des droits égaux et équitables. Elle a demandé la mise à disposition de services de santé et sociaux sensibles à la communauté transgenre face à l'indéniable évidence des risques qu'ils encourent. Elle a également demandé que les programmes qui regroupent souvent les transgenres et les hommes ayant des rapports sexuels avec les hommes, soient séparés pour de meilleurs résultats en raison des différents besoins et dynamiques des deux communautés. Au sujet de la profession du sexe, faisant écho à d'autres représentants de la société civile et certains Etats membres, elle a réitéré l'importance de la dépénalisation de la profession du sexe, comme faisant partie intégrante d'une riposte complète, efficace et réussie au VIH. Cette intervention a été conclue avec un appel pour plus de financement pour les organisations de transgenres et professionnels du sexe dans le monde.

Annonce

La Délégation des ONG recrute actuellement un membre pour chacune des cinq régions : l'Afrique, l'Asie et le Pacifique, l'Europe, l'Amérique Latine et les Caraïbes.


Description rapide: les membres de la Délégation ont un mandat de deux ans renouvelables pour une année selon la performance et la volonté. Le CCP ONUSIDA se réunit deux fois par an (en Juin et en décembre) à Genève, en Suisse pour évaluer le travail et le progrès, discuter des questions pertinentes à la riposte au VIH, et décider des étapes à entreprendre. Entre les réunions CCP, la Délégation est engagée dans différents groupes de travail pour faire avancer la politique et les programmes de plaidoyer aux niveaux régional et mondial. Un engagement minimum de 10 heures par semaine est exigé.

Plus d'informations seront disponibles en Aout. Pour toute demande, n'hésitez pas nous contacter à l'adresse suivante pcb.ngo@gmail.com.




La Délégation des ONG du Conseil de Coordination du Programme de l'ONUSIDA regroupe 10 délégations membres (une permanente et une suppléante) avec différentes représentations de la société civile des 5 régions ONUSIDA dans le monde : l'Afrique, l'Asie et le Pacifique, l'Amérique Latine et les Caraïbes, et l'Amérique du Nord. La Délégation véhicule les préoccupations de la société civile engagée dans la riposte au VIH, notamment celles des personnes vivant avec le VIH, aux Etats membres et coparrainants du Programme commun, et assure que ces questions soient entendues et traitées par le secrétariat de l'ONUSIDA.



 www.unaidspcbngo.org

 [@ngopcb](https://twitter.com/ngopcb)

 [ngodelegationpcb](https://www.facebook.com/ngodelegationpcb)